

# L'ANALYSE HISTORIQUE DES PROCESSUS POLITIQUES<sup>1</sup>

PAR

Charles TILLY

La bonne sociologie prend au sérieux l'histoire. La bonne sociologie politique, toutefois, prend au sérieux plus que l'histoire politique. Si la sociologie politique veut échapper au carcan du présent, elle doit se donner pour objet la façon dont le temps et l'espace affectent le caractère des processus politiques. En passant en revue les conceptions de l'explication historique, puis en s'intéressant spécifiquement aux processus politiques, ce texte appelle à une recherche renouvelée de mécanismes causaux et de processus robustes en histoire.

On se propose dans ce texte :

- Tout d'abord, de se demander dans quelles circonstances l'explication (que l'on distingue ici de la description, de l'interprétation et de la critique) devrait être l'objet des historiens des processus politiques.
- De passer en revue les conceptions concurrentes de l'explication, pour faire ressortir les raisons de privilégier les explications en termes de mécanismes
- D'inventorier, de comparer et de redéfinir les stratégies de l'analyse historique
- D'examiner le programme pratique d'explication qu'implique une analyse historique centrée sur les mécanismes
- Enfin, dans la majeure partie de l'article, d'illustrer ce programme en recherchant a) des processus et des mécanismes robustes, b) l'explication de caractéristiques intrigantes de certains épisodes historiques, c) l'explication de caractéristiques intrigantes de certaines catégories

---

1. Traduction de TILLY, C. (2000) *Historical Analysis of Political Processes*, in J.H. Turner, *Handbook of Sociological Theory*, New York, Plenum.

entières d'épisodes historiques, et très rapidement d) des analogies entre des épisodes apparemment dissemblables.

L'objectif est de faire émerger des explications solides de processus politiques complexes.

Tous les sociologues ne considèrent pas l'explication comme un objectif atteignable ou souhaitable de leurs enquêtes. Après tout, la sociologie pourrait survivre, comme discipline reconnue, sans offrir d'explications puissantes des phénomènes qu'elle étudie. Les sociologues peuvent utilement décrire les conditions sociales actuelles, décrypter les discours officiels, participer aux débats politiques et moraux, proposer des orientations en vue du changement, attester les différences sociales, évaluer les conséquences des interventions sociales, ou fournir des informations aux décideurs et aux activistes des mouvements sociaux. Ces activités sociologiques, toutes utiles, peuvent être accomplies y compris avec des conceptions rudimentaires des relations de cause à effet. De fait, la majeure part de ce que font effectivement les sociologues professionnels relève de l'une ou l'autre de ces activités.

L'analyse historique des processus politiques s'attache plus fréquemment à saisir des relations causales. Pour autant, il ne lui est pas non plus nécessaire de se concentrer sur les causes et les effets. On peut le conclure d'un examen de la place qu'occupe l'explication dans les principales formes contemporaines d'analyse historique en sociologie : la critique sociale (*social criticism*), l'identification de modèles (*pattern identification*), l'extension diachronique du champ de l'analyse (*scope extension*), et l'analyse de processus (*process analysis*).

La critique sociale historique reconstruit le passé afin d'éclairer les choix du présent et de l'avenir. Nous n'avons pas besoin d'une explication solide du capitalisme pour réfléchir intelligemment sur ses coûts et avantages pour le bien-être humain.

L'identification de modèles consiste à rechercher des séquences et des structures récurrentes dans l'espace et le temps : configurations et trajectoires standard de l'industrialisation, de la révolution, de la sécularisation, ou peut-être même de l'ensemble du développement de la société. Cette honorable entreprise sociologique cherche habituellement à se rapprocher de l'explication mais en pratique s'attache le plus souvent à identifier des parallélismes entre divers cas.

L'extension du champ de l'analyse consiste à appliquer à des situations historiques des techniques, des modèles ou des généralisations élaborés par les sociologues à propos de phénomènes contemporains. Comme dans le cas de l'identification de modèles, l'application de modèles démographiques ou en termes de réseau à des contextes du passé peut conduire à expliquer ce qui s'est produit dans ces contextes, mais aboutit le plus souvent à la simple identification de similitudes et de différences.

Enfin, l'analyse historique des processus étudie comment les interactions sociales s'enchevêtrent dans le temps et l'espace. Plutôt que de considérer l'espace et le temps comme des variables parmi d'autres, elle postule que les rapports espace-temps définissent les processus sociaux et que ces derniers se déroulent différemment selon leur position dans l'espace et dans le temps. A l'instar des modes d'enquête évoqués ci-dessus, l'analyse des processus peut se contenter de poser des questions largement descriptives — par exemple, est-ce que, dans une période et une région données, les épidémies, les modes, la monnaie, les biens et l'information empruntent, pour un certain nombre de raisons, les mêmes canaux de diffusion ? L'analyse des processus se prête mieux à l'explication historique que la critique sociale historique, l'identification de modèles et l'extension du champ de l'analyse parce qu'elle attire explicitement l'attention sur les interdépendances spatio-temporelles. Néanmoins, il est possible de pratiquer l'analyse de processus sans se livrer à un réel effort d'explication. Par conséquent, aucun des modèles classiques d'analyse historique n'exige fondamentalement de placer l'explication au cœur de la démarche.

Le souci de l'explication apparaît quand les sociologues font preuve d'ambition intellectuelle. En effet, la nature et la qualité de l'explication deviennent décisives dans trois types de circonstances :

- quand les sociologues essaient d'identifier des similitudes et des différences dans le fonctionnement de processus sociaux en apparence distincts, tels que la guerre, la démocratisation, le nationalisme, les conflits ethniques et les mouvements sociaux.

- quand les sociologues cherchent à confronter ou à coupler leurs analyses des processus sociaux avec celles produites dans des disciplines voisines, comme l'anthropologie, les neurosciences, l'économie, la biologie de l'évolution, la linguistique, la géographie, l'histoire ou la science politique.

- quand les théoriciens d'une ou plusieurs de ces disciplines voisines proposent de subsumer les conclusions sociologiques dans leurs propres schèmes d'explication.

Dans chacun de ces trois cas de figure, proposer des explications de mauvaise qualité s'avère très coûteux pour les sociologues. Or on rencontre souvent les trois cas dans les secteurs les plus actifs de la sociologie politique.

Cela est particulièrement vrai quand il s'agit d'analyse historique. En effet, les sociologues doivent relever le défi d'expliquer des similitudes et des croisements entre des formes de politique apparemment différentes, ils doivent faire face à des explications concurrentes produites par d'autres disciplines et affronter nombre d'économistes, d'historiens, de politistes, de psychologues ou de biologistes qui reven-

diquent d'avoir identifié l'explication des mécanismes fondamentaux des processus politiques. Les sociologues qui veulent contribuer à une avancée des analyses historiques de la guerre, de la révolution, de la formation de l'Etat, de la démocratisation, du nationalisme, des mouvements sociaux et de la conflictualité sociale n'ont donc guère d'autre choix que de prendre au sérieux le problème de l'explication. L'analyse historique des processus politiques fait en effet l'objet à la fois d'explications concurrentes et de conceptions concurrentes de l'explication.

Dans le long terme, la vivacité et la viabilité intellectuelles d'une discipline dépendent de sa capacité à produire des explications de qualité supérieure. Ce texte s'adresse donc à ceux qui, étudiant la théorie sociologique, souhaitent réellement reconnaître, mettre en forme ou vérifier les explications de processus politiques historiquement situés. Ils ont le choix entre plusieurs stratégies explicatives. Dans l'ensemble de la sociologie, on peut relever quatre grandes conceptions de l'explication :

1. Dans les travaux raisonnant en termes de lois générales, l'explication consiste à tirer de solides conclusions empiriques vers des niveaux toujours plus élevés de généralisation, les propositions les plus générales ayant le statut de lois. Les modèles proposés sont alors invariants : ils fonctionnent de la même manière quelles que soient les conditions. On recherche les conditions nécessaires et suffisantes de l'apparition de certains effets (*outcomes*), ces derniers étant souvent conçus comme des « variables dépendantes ». Des études de co-variation entre causes supposées et effets supposés sont alors utilisées pour tester la validité des explications proposées. Ainsi, les chercheurs étudiant la démocratisation espèrent établir les conditions dans lesquelles tout ordre politique non-démocratique, quel qu'il soit, devient démocratique.

2. Dans les travaux raisonnant en termes de propension, l'explication consiste à reconstruire « l'état » d'un acteur donné au seuil de l'action, cet « état » étant diversement défini, en termes de motivation, de conscience, de besoin, d'organisation ou de force d'impulsion. Les méthodes d'explication du choix vont alors de l'interprétation empathique jusqu'à la réductionnisme, psychologique ou autre. Ainsi, les chercheurs étudiant les mouvements sociaux comparent les expériences de différents groupes sociaux confrontés à la désindustrialisation, en essayant d'expliquer pourquoi certains groupes résistent alors que d'autres se désintègrent.

3. Bien que les auteurs appartenant aux deux traditions précédentes recourent parfois à une terminologie systémiste, les explications en termes de système à proprement parler consistent à replacer tel événement, telle structure ou tel processus dans un ensemble plus large et auto-entretenu d'éléments interdépendants en montrant comment cet événement, cette structure ou ce processus participe aux, et/ou résulte des, interactions au sein de cet ensemble plus large d'éléments. Ainsi, les chercheurs étudiant les révoltes paysannes expliquent leur présence

ou leur absence par le degré d'intégration des paysans à la société dans son ensemble.

4. Les travaux visant à dégager des mécanismes retiennent les traits les plus saillants de certains épisodes ou des différences significatives entre des épisodes et les expliquent en identifiant dans ces épisodes des mécanismes robustes de portée relativement générale. Comparées aux trois précédentes approches, les explications en termes de mécanismes poursuivent des fins plus modestes : l'explication sélective de traits saillants au moyen d'analogies causales partielles. Ainsi, les chercheurs étudiant le nationalisme essaient d'établir des corrélations entre son intensité et la nature et le degré de la concurrence entre les entrepreneurs ethniques. Dans ces travaux, la concurrence pour la constitution de clientèles politiques devient un mécanisme central (mais ni exclusif ni suffisant) de l'apparition du nationalisme.

Les explications systémiques ont perdu du terrain en sociologie depuis l'époque de Pitrim Sorokin et de Talcott Parsons, mais restent très présentes dans certaines analyses organisationnelles et en démographie. Aujourd'hui, quand les sociologues débattent de l'explication, ils opposent généralement les approches en termes de lois générales aux analyses en termes de propension, les premières étant souvent parées des oripeaux de la Science et les secondes de ceux de l'Interprétation. L'explication au moyen de mécanismes causaux robustes a nettement moins retenu l'attention des spécialistes des méthodes sociologiques que les trois autres types d'approche. Cependant, un corpus non négligeable préconise précisément une approche visant à dégager des mécanismes (voir par exemple Bunge 1997, 1998 ; Hedström et Swedberg 1998 ; Elster 1989 ; Little 1991, 1998 ; Stinchcombe 1991).

Dans une perspective similaire, ce texte se propose de traiter des mécanismes et des processus.

## UNE ANALYSE HISTORIQUE DES PROCESSUS POLITIQUES ?

Considérons comme politiques tous les processus sociaux dans lesquels les gouvernements jouent un rôle important. D'après ce critère, la guerre, la révolution et la démocratisation apparaissent clairement comme des processus politiques, mais la communication, l'exploitation et la production ne peuvent être considérées comme des processus politiques que si, et lorsque, les gouvernements y prennent part. Ce qui, bien entendu, est souvent le cas.

On peut adopter une définition minimale ou une définition « forte » de l'analyse historique. Dans la version minimale, il s'agit simplement de traiter d'événements et de processus qui sont apparus avant l'époque présente. Tout étude du passé, dans cette version minimale,

constitue une analyse historique. La version « forte » est plus exigeante. Il s'agit d'identifier les façons dont a) le lieu et la période dans lesquels un événement ou un processus se produit a des effets sur :

- b) comment il se produit ;
- c) pourquoi il se produit ;
- d) avec quelles conséquences il se produit.

Par exemple, les études historiques « fortes » de la démocratisation cherchent à comprendre comment et pourquoi la démocratisation revêt différentes formes et a des impacts divers sur la qualité de vie dans différentes périodes et régions. Si de nombreux travaux de sociologie historique, dont bon nombre des études relevant de l'extension du champ de l'analyse (*scope extension*), relèvent de la définition minimale, je privilégie pour ma part la définition « forte ». L'analyse historique des processus politiques consiste alors à procéder à une description systématique et à l'explication de processus sociaux impliquant les gouvernements, les caractéristiques de ces processus variant considérablement en fonction de leur position dans le temps et dans l'espace.

La définition forte exclut deux cas extrêmes : les événements fortuits ou singuliers et les processus qui se déroulent de façon identique en tous temps et en tous lieux. Ce qui n'exclut finalement que peu, voire aucun, des processus politiques importants. Tous les processus politiques majeurs et complexes se déroulent différemment dans des lieux différents et des époques différentes. Cela principalement pour trois raisons : parce tous les processus politiques incorporent des institutions, des représentations et des pratiques qui se sont accumulées historiquement dans les sites où on les observe ; parce que les manifestations antérieures d'un processus donné affectent ses manifestations postérieures ; et parce que les processus qui portent les mêmes noms sont souvent le produit de causes différentes.

En effet, les processus politiques tels que les mouvements sociaux et les guerres civiles incorporent des institutions, des représentations et des pratiques qui se sont accumulées historiquement dans les sites où on les observe. Bien que les guerres civiles anglaises du XVII<sup>e</sup> siècle présentent quelques ressemblances avec les guerres civiles récentes au Congo-Zaïre, elles se sont déroulées différemment du fait de leurs contextes historiques respectifs. Les manifestations antérieures d'un processus – par exemple la révolution ou la mobilisation religieuse – affectent ses manifestations postérieures en fournissant des modèles aux participants, en modifiant les anticipations que les participants potentiels font des effets de diverses interactions possibles, en transformant les relations entre les participants potentiels et des tiers. Enfin, des épisodes complexes auxquels on donne le même nom (par exemple génocide ou nationalisme) sont souvent le produit de causes différentes, comme l'illustre la diversité des séquences qui ont conduit à l'indépendance politique et à la reconnaissance internationale de

l'Algérie, de la Croatie et de l'Ouzbékistan. Les historiens doivent donc observer comment les occurrences antérieures d'un processus affectent les suivantes, comment les processus politiques incorporent des institutions et des pratiques accumulées localement, et enfin comment des épisodes ayant des causes différentes en viennent à porter la même dénomination.

A ce stade, des choix intéressants se présentent :

A/ Puisque les processus politiques incorporent des institutions, des représentations et des pratiques qui se sont accumulées historiquement dans les sites où on les observe, les analystes pourraient s'inscrire dans la lignée des historiens, qui restent sceptiques à l'égard des analyses générales de ces processus. Plutôt que de créer des schémas globaux rendant compte de toutes les guerres civiles et de tous les mouvements sociaux, les historiens classiques préfèrent rapporter les guerres civiles et les mouvements sociaux qu'ils analysent à des contextes historiques précisément étudiés.

B/ Puisque les manifestations antérieures d'un processus donné affectent ses manifestations ultérieures, les analystes pourraient suivre la voie des sociologues historiens en créant des sous-champs d'étude consacrés à des processus spécifiques : une sociologie de la révolution, une sociologie de la démocratisation, une sociologie de la guerre, et ainsi de suite. Ce choix repose sur le postulat que chacune de ces formes comporte une structure causale et organisationnelle spécifique et durable, même si chaque occurrence du processus affecte la suivante.

C/ Puisque des processus politiques explicables par des causes diverses portent souvent la même appellation, les analystes pourraient adopter une stratégie double : rechercher l'explication pertinente en regroupant les processus en catégories causales, mais également prendre pour objet les mécanismes de classement et de labellisation des processus politiques eux-mêmes (le fait de dire, par exemple, qu'il s'agit dans tel cas d'une révolution, dans tel autre d'un génocide).

A mon sens, la meilleure stratégie intellectuelle consiste à combiner A et C, en subordonnant toutefois A à C. Il s'agit alors d'identifier des mécanismes et des processus politiques très généraux – qui transcendent les catégories telles que la révolution, la démocratisation et la guerre – en tentant d'expliquer comment ceux-ci s'articulent sur l'accumulation locale d'institutions, de représentations et de pratiques. La stratégie B peut alors être mobilisée non comme une forme d'explication mais pour sa vertu heuristique : elle permet de faire émerger ce qui doit être expliqué.

Cela débouche sur un programme d'enquête ambitieux. Il convient de combiner un travail théorique et empirique pour identifier des mécanismes et des processus importants qui se reproduisent dans des

époques, des lieux et des circonstances variés. Il convient de saisir les interactions qui prévalent entre ces mécanismes et processus et les contextes dans lesquels ils interviennent — par exemple, comment et dans quelle mesure les produits des processus de mobilisation varient-ils en fonction des conditions initiales ? Il convient d'établir les relations causales entre une certaine manifestation d'un mécanisme ou d'un processus et la suivante. Il convient enfin d'observer comment des mécanismes et des processus relativement généraux incorporent ou découlent d'institutions, de représentations et de pratiques constituées localement. Pour résumer, il convient de déployer un travail historique sérieux sans pour autant se perdre dans les particularismes historiques.

Voici l'appareillage conceptuel adopté ici : nous utilisons les notions d'épisodes (ensembles reliés d'événements qui comportent des phénomènes devant être expliqués) ; de mécanismes causaux (événements qui modifient les relations au sein d'un ensemble particulier d'éléments) ; de processus (séquences, combinaisons et chaînes causales) ; d'explication (identification de mécanismes et de processus qui produisent des phénomènes politiques décisifs). Après avoir défini chacun de ces concepts, on peut les mobiliser pour rendre compte d'événements politiques concrets.

Tout d'abord, nous identifions un ou plusieurs épisodes : ensembles reliés d'éléments, délimités par commodité ou par convention, qui comportent des phénomènes à expliquer. Pour procéder à une véritable explication, il n'est pas nécessaire que ces épisodes soient similaires, en revanche les méthodes utilisées pour les identifier doivent être repérables et uniformes. Dans certains champs de l'analyse politique, les chercheurs ont déjà développé des méthodes classiques pour identifier des épisodes comparables : grèves, rassemblements contestataires, guerres, événements, situations révolutionnaires... (Azar et Ben-Dak 1973 ; Brockett 1992 ; Cioffi-Revilla 1990 ; Diani et Eyeran 1992 ; Favre, Fillieule et Mayer 1997 ; Gerner et al. 1994 ; Gurr et Harff 1994 ; Shapiro et Markoff 1998 ; Small et Singer 1982 ; Sugimoto 1981 ; Tilly et Rule 1965 ; White 1993). Ces chercheurs reprennent des définitions courantes des événements en question (par exemple les recensions officielles des grèves) ou alors construisent des définitions a priori et les appliquent uniformément au matériau disponible (comme c'est souvent le cas dans les études d'« événements protestataires » : Franzosi 1998 ; Mueller 1997 ; Oliver et Meyers 1999 ; Olzak 1989 ; Rucht et Koopmans 1999 ; Rucht, Koopmans et Neidhart 1998). En principe, il devrait également être possible d'utiliser des critères de cohérence interne pour définir des événements comparables (voir par exemple Bearman, Faris et Moody 1999). Mais cette approche reste peu explorée dans les études historiques des processus politiques.

Après avoir identifié les épisodes, il s'agit de repérer des mécanismes causaux à l'intérieur de ces épisodes. Les mécanismes sont des

événements qui modifient les relations au sein d'un ensemble particulier d'éléments — par exemple, si un intermédiaire (*broker*) met en relation deux groupes qui ne l'étaient pas, le comportement des deux groupes s'en trouve modifié. On peut distinguer des mécanismes cognitifs, des mécanismes relationnels, et des mécanismes liés à l'environnement. Les mécanismes cognitifs agissent en modifiant les perceptions individuelles et collectives ; ces mécanismes ont traits aux manières de reconnaître, de comprendre, de réinterpréter et de classer. Les mécanismes relationnels modifient les liens entre les individus, les groupes et les réseaux interpersonnels ; ils renvoient aux idées d'alliance, d'attaque, de subordination et d'apaisement. Les mécanismes environnementaux exercent des influences extérieures sur les conditions qui affectent les processus politiques ; ce sont les idées de disparition, d'enrichissement, d'expansion et de désintégration (appliquées non pas aux acteurs mais aux contextes dans lesquels ils agissent) qui caractérisent les relations de cause à effet dont il est ici question. Dans une perspective explicative, il convient particulièrement de rechercher les mécanismes cognitifs, relationnels et environnementaux qui opèrent de manière similaire dans une large variété de contextes.

Les mécanismes s'enchaînent pour former des processus plus larges. Les processus sont des chaînes, des séquences et des combinaisons causales. On peut les qualifier de robustes quand ils interviennent de manière similaire dans des contextes et des circonstances variés. La polarisation constitue un exemple de processus politique robuste qui se reproduit largement. La polarisation combine des mécanismes de catégorisation, de formation de coalitions, de spirales opportunité/menace et de médiation<sup>2</sup> (*brokerage*)<sup>3</sup> : création d'une frontière avec des relations organisées de part et d'autre et au travers de la frontière ; développement d'actions coordonnées entre deux acteurs ou plus de chaque côté de la frontière ; séquences avertissement - réaction qui accroissent la distance entre les deux côtés ; apparition de médiateurs représentant chaque côté.

Dans cette approche par les mécanismes, l'explication emprunte deux voies complémentaires. Il s'agit tout d'abord de repérer des mécanismes et des processus particuliers dans différents contextes et de comprendre comment ils fonctionnent. Ainsi, si l'on s'intéresse aux processus de polarisation, il faudra enquêter sur la formation de catégories, la formation de coalitions, les spirales opportunité/menace et la médiation dans différents lieux et conditions. Quand ces mécanismes apparaissent-ils, comment opèrent-ils, quels effets produisent-ils ? Une telle recherche a toutes les chances de conduire à une réfutation de cer-

---

2. Nous traduisons le terme *brokerage* par « médiation » (plutôt que « courtage »), qui nous semble rendre compte plus précisément de l'usage qu'en fait Charles Tilly dans ce texte ; l'auteur insiste en effet ici surtout sur le travail de mise en relation de groupes différenciés (*N.d.T.*).

3. Cf. Tarrow (1998) pour des discussions approfondies sur ces sujets.

taines hypothèses de départ — en faisant apparaître par exemple que le mécanisme de la formation des catégories n'est pas identique selon les contextes, que les spirales opportunité/menace relèvent de catégories plus élémentaires, et ainsi de suite.

D'autre part, l'explication conduit à identifier des caractéristiques problématiques d'épisodes ou de classes d'épisodes et à découvrir ensuite par quels mécanismes et processus ces caractéristiques problématiques sont produites. Étudier des épisodes historiques appelle certainement l'usage de la comparaison, mais pas à la façon de John Stuart Mill dans ses classiques *Méthodes de l'Accord, de la Différence, des Résidus et des Variations concomitantes*. Les meilleures comparaisons chercheront plutôt à établir si les mécanismes et processus en question peuvent réellement être qualifiés de robustes, c'est-à-dire si ils fonctionnent de manière identique dans des conditions différentes.

Le programme analytique qui s'ensuit se décline en plusieurs versions différentes :

- Isoler, décrire et expliquer un mécanisme ou processus particulier, en montrant son fonctionnement dans divers épisodes
- Identifier des caractéristiques intrigantes d'un épisode donné, puis effectuer une comparaison systématique avec d'autres épisodes pour repérer les mécanismes et processus robustes qui produisent ces caractéristiques intrigantes
- Faire la même chose avec une classe entière d'épisodes similaires
- Identifier des analogies causales partielles entre des épisodes et des classes d'épisodes en apparence différents en repérant les mécanismes et processus identiques.

Dans les quatre versions, théorie et enquête empirique vont de pair. Aucune de ces démarches ne peut être mise en œuvre sans à la fois une connaissance empirique des phénomènes étudiés et au moins une théorie sommaire de leur fonctionnement. La suite de ce texte illustre ces quatre démarches, en insistant sur les mécanismes relationnels (plutôt que cognitifs et environnementaux), relativement négligés par les historiens des processus politiques. Plus précisément, le texte s'intéresse aux mécanismes et processus qui créent, transforment et activent les identités politiques : c'est-à-dire les réponses collectives, publiques, aux questions « qui sommes-nous ? », « qui êtes-vous ? » et « qui sont-ils ? ». La plupart des analystes ont traité les identités politiques de façon phénoménologique, en les considérant comme des aspects de la conscience individuelle ou collective. Une observation plus approfondie, cependant, met au jour les fondements relationnels des identités politiques.

## LES MÉCANISMES ET PROCESSUS ROBUSTES

Nombre de processus identitaires dépendent, entre autres, de doubles mécanismes de certification et de dé-certification — c'est-à-dire de validation (ou d'invalidation) des acteurs, de leurs actions et de leurs revendications par des autorités externes. Il s'agit de la version politique d'un phénomène très général. En s'interrogeant sur les raisons qui ont conduit la Suède, pays périphérique et peu puissant, à prendre part à la guerre qui faisait rage en Europe en 1630, Erik Ringmar a réfléchi à propos de ce phénomène général :

« J'insiste sur le caractère social des identités : les individus seuls ne peuvent décider de qui ou de ce qu'ils sont ; une telle décision est toujours collective. Nous avons besoin que les personnes que nous pensons être nous-mêmes soient reconnues, et c'est seulement avec cette reconnaissance que nous pouvons finalement établir une identité. La quête de reconnaissance devient prépondérante pour les individus ou les groupes qui ne sont pas certains de qui ils sont. Nous voulons tous être pris au sérieux et traités avec respect ; nous voulons tous être reconnus pour ce que nous revendiquons être. Pourtant la reconnaissance est rarement automatique et avant de l'obtenir il faut souvent prouver que l'image que nous voulons donner de nous-mêmes est fondée. Pour le prouver, il nous faut souvent agir — nous devons lutter pour convaincre de la pertinence de nos auto-définitions. » (Ringmar 1996 : 13-14).

Le discours de Ringmar pourrait suggérer, à tort, que la certification est principalement liée à la satisfaction d'un besoin psychologique. Cependant, son analyse de l'intervention de la Suède dans la Guerre de Trente Ans démontre largement que l'enjeu dépassait amplement la seule autosatisfaction nationale : la reconnaissance internationale de la Suède en tant que Grande Puissance du fait de ses prouesses guerrières a modifié ses relations avec toutes les autres puissances européennes, a apporté à sa diplomatie la crédibilité qui lui manquait et a eu des effets sur les politiques de ses voisins européens.

Les Traités de Westphalie (1648) qui ont mis un terme à la Guerre de Trente Ans ont en effet établi une nouvelle configuration des puissances, identifiées désormais en tant qu'Etats souverains, constituant les acteurs principaux reconnus sur la scène européenne et en même temps les juges décidant des entrées et des sorties de cette scène. Les puissances ont ainsi, à cette même époque, retiré au Saint Empire Romain (qui formellement englobait encore un certain nombre des Etats nouvellement souverains) sa reconnaissance en tant que porte-parole international unique de ses membres. Pendant les deux siècles qui ont suivi, les successeurs des grandes puissances ont poursuivi le processus de certification et l'ont finalement étendu à l'ensemble des Etats du monde.

Commencé avec la Révolution française et les conquêtes napoléoniennes, le processus de certification a pris une tournure nationale. De plus en plus, les Européens ont construit la vie politique nationale et internationale autour de la mise en équation de la Nation et de l'Etat. Cette équation se décline en deux versions concurrentes :

- 1) nous avons un Etat et par conséquent le droit de créer notre propre nation ;
- 2) nous sommes une nation et nous avons donc droit à notre propre Etat.

Dans la première version, le nationalisme est construit par un Etat déjà existant (*state-led nationalism*) alors que dans la seconde, le nationalisme cherche à construire l'Etat (*state-seeking nationalism*). Le nationalisme d'Etat a imposé des langues nationales, des histoires officielles, des cérémonies, des systèmes juridiques et parfois d'autres formes culturelles, ce qui supposait de subordonner ou de supprimer les autres langues, cérémonies, systèmes juridiques, et les autres formes culturelles. Dans l'autre cas, les aspirants leaders d'unités politiques autonomes cherchaient à résister au nationalisme d'Etat au nom de langues, d'histoires et de formes culturelles spécifiques et de l'ancienneté de l'occupation du territoire. Dans les deux cas, les puissances extérieures ont joué un rôle pivot : en reconnaissant les dirigeants en place comme les dirigeants véritables de leurs nations et en reconnaissant ceux qui portaient les revendications d'indépendance comme les représentants incontestables de nations authentiques.

Ce processus d'attribution/dénégation de reconnaissance intervient dans toute politique (*polity*), que ce soit au niveau international, national ou local. Toute politique établit implicitement une sorte de tableau des acteurs politiques qui sont autorisés à exister, à agir, à exprimer des revendications et/ou à utiliser ordinairement les ressources contrôlées par le gouvernement ; elle identifie ceux qui sont membres et ceux qui sont des concurrents. Ce faisant, toute politique dessine aussi implicitement (et parfois explicitement) des critères de ce qui est acceptable en matière d'organisations politiques, d'appartenance, d'identité, d'activités et de formulation de revendications. Certaines organisations se spécialisent dans le contrôle et la reconnaissance de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas dans tous ces domaines. Pour prendre un exemple extrême mais significatif, les puissances qui en 1945 ont mis un terme à la Seconde Guerre Mondiale, redessinant largement par la même occasion la carte de l'Europe, ont cédé aux Nations Unies la tâche de reconnaître les Etats. Pendant la grande vague de décolonisation qui a suivi, les responsables des Nations Unies ont passé la plupart de leur temps à trier parmi des actions et des revendications qui prenaient les formes suivantes :

- Nous sommes une nation particulière et nous avons donc droit à notre propre Etat.

- Nous sommes un peuple injustement opprimé et nous avons donc droit à notre propre Etat.
- Nous étions autrefois un Etat indépendant et nous avons le droit de l'être à nouveau.
- Nos colonisateurs sont prêts à nous accorder l'indépendance.
- Nos revendications de diriger un Etat nouveau sont plus fondées que celles de nos rivaux.

Chaque revendication donnait lieu à un certain nombre d'actions de la part des aspirants leaders nationaux — actions qui consistaient à donner des gages de l'existence de droits juridiques, d'un leadership, d'une capacité administrative, d'un soutien populaire, d'un contrôle militaire intérieur, d'une viabilité économique et de l'appui d'au moins quelques puissances. Ces démarches devaient être polyvalentes, afin d'asseoir une crédibilité simultanément devant des publics différents et parfois en conflit. La configuration minimale comprenait non seulement des responsables des Nations Unies mais aussi des dirigeants des anciennes puissances coloniales, les acteurs en concurrence pour le droit de représenter la nation en question, et les dirigeants des Etats voisins, eux-mêmes portant souvent en même temps leurs propres revendications territoriales. Encadrés par les représentants des grandes puissances, les responsables des Nations unies ont rejeté bien plus de ces revendications qu'ils n'en ont acceptées, mais ils ont tout de même reconnu plus d'une centaine de nouveaux Etats, avec les dirigeants et les formes de gouvernement qui étaient proposés, entre 1945 et 1990.

Dans ce cas extrême, les grandes puissances mondiales ont créé une bureaucratie internationale qui a mis en forme un modèle auquel les revendications formulées dans cette arène doivent se conformer. Mais des processus comparables sont à l'œuvre, bien que moins bureaucratisés et à une échelle moindre, dans le domaine de la politique contestataire. Tous les régimes classent les formes d'organisation, les identités publiquement affirmées et les formes d'interaction collective sur un continuum qui passe du prescrit au toléré puis à l'interdit. De fait, les luttes politiques, pour une grande part, ont pour objet de décider quelles formes d'organisation, quelles identités et quelles formes d'interaction collective doivent être prescrites, tolérées ou interdites par le régime en place.

Si l'on prend le cas de l'Asie du Sud, ce que l'on appelle peu rigoureusement le nationalisme hindou en Inde est centré sur la revendication d'une priorité donnée à l'hindouisme tel qu'il est défini par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), une organisation née à Nagpur en 1925. Comme le RSS affirme que les Sikhs et les bouddhistes sont en fait des Hindous, son programme insiste sur la reconnaissance par l'Etat d'une catégorisation duale : Hindous/Musulmans (Tambiah 1996, p. 244-245). Il reste à voir si, parvenu au pouvoir, le RSS inscrirait vraiment dans la loi l'ensemble de son programme. Dans le même

temps, au Pakistan, au Bangladesh et au Sri Lanka, les représentants d'autres catégories religieuses luttent pour obtenir une domination légale.

Les régimes, y compris ceux d'Asie du Sud, se distinguent fortement par le type d'organisations, d'identités et d'interactions collectives qu'ils prescrivent, tolèrent et interdisent. Mais tous créent des procédures pour sélectionner publiquement ce qui est acceptable dans ces domaines ; ces procédures s'objectivent dans les lois, les documents officiels, la surveillance, les pratiques policières, les subventions, l'organisation de l'espace public et les politiques répressives. En Asie du Sud et ailleurs, la reconnaissance d'un groupe comme interlocuteur légitime parlant au nom d'amples groupes religieux donne un poids considérable à une organisation ou à un réseau de dirigeants.

Il apparaît ainsi que l'attribution et le retrait de reconnaissance officielle fonctionnent de manière semblable dans une très grande variété de situations. Il s'agit donc de mécanismes robustes. En outre, à l'instar d'autres mécanismes comme la médiation, la formation de catégories et le changement d'objet, ces mécanismes s'enchaînent pour former des processus, robustes et de grande ampleur, de formation identitaire et de changement. Les théoriciens du nationalisme, du génocide, des mobilisations ethniques, de la formation de l'Etat, des mouvements sociaux, de la révolution, des coups d'états et d'autres processus politiques historiquement fondés gagneraient à s'intéresser de près aux mécanismes de certification et dé-certification.

### LES CARACTÉRISTIQUES SURPRENANTES D'ÉPISODES PARTICULIERS

Une seconde version du programme analytique fondé sur les mécanismes consiste à identifier les caractéristiques surprenantes d'un épisode donné puis à recourir à la comparaison systématique avec d'autres épisodes pour mettre au jour les mécanismes et processus robustes qui produisent ces caractéristiques surprenantes. Au lieu de faire référence au particularisme historique ou de rechercher des lois générales subsumant l'ensemble de l'épisode, cette démarche se concentre sur les caractéristiques surprenantes. La désintégration de l'Union soviétique présente de telles caractéristiques :

- 1) comment une économie politique qui semblait si solide, centralisée, autoritaire et pleine de ressources a-t-elle pu se désintégrer, apparemment en cinq ou six ans ?
- 2) pourquoi une si grande part des revendications contestataires ont-elles pris la forme d'auto-affirmations nationales et ethniques ?
- 3) comment se fait-il alors que tant des détenteurs de positions de pouvoir de l'ancien régime retrouvent des positions de pouvoir après la grande transformation ?

Les réponses se trouvent en partie à la croisée de quatre mécanismes robustes : les spirales d'opportunité, le changement identitaire, la concurrence et la médiation. Les spirales d'opportunité impliquent des conséquences probables, allant changeant et s'élargissant, des actions revendicatives disponibles. Le changement identitaire (souvent couplé avec la certification ou la dé-certification) reconsidère les réponses publiques et collectives dominantes aux questions « Qui êtes-vous ? », « Qui sommes-nous ? » et « Qui sont-ils ? ». La concurrence consiste en la rivalité entre plusieurs acteurs au sein d'une arène où sont distribuées des ressources. La médiation enfin consiste à établir, rompre ou reconfigurer des liens entre des espaces sociaux. Ces mécanismes bien connus se sont croisés avec de lourdes conséquences en Union soviétique et dans les Etats qui lui ont succédé après le milieu des années 1980. Dans une brève esquisse de l'histoire soviétique, je m'attache à replacer ces quatre mécanismes décisifs dans leur contexte historique, sans mentionner les comparaisons avec d'autres exemples de désintégration impériale sur lesquels mon analyse s'appuie implicitement (Barkley et von Hagen 1997). En outre, je n'effectue pas les distinctions régionales – par exemple entre les pays baltes et le Caucase — qu'une analyse plus détaillée exigerait.

L'Union soviétique s'est formée sur les ruines de la guerre et de la révolution. Le régime impérial qui l'a précédée a subi de lourdes pertes dans des batailles en Allemagne et en Autriche pendant la Première Guerre Mondiale, perdant dans ce processus le contrôle de la Pologne russe et des provinces baltes. Les grèves d'ouvriers et les mutineries de soldats en 1917, s'ajoutant à la résistance de la Douma, ont conduit à l'abdication du tsar et à la prise du pouvoir par un gouvernement provisoire conservateur-libéral. Rapidement, des contre-gouvernements insurrectionnels d'ouvriers et de soldats se sont formés au niveau local et régional, alors que des leaders bolcheviks comme Lénine et Trotski revenaient d'exil. Les luttes faisaient rage en tous sens, autour de multiples factions et enjeux, mais à partir de novembre 1917, les Bolcheviks avaient gagné suffisamment de terrain pour prendre le pouvoir au gouvernement provisoire.

Entre 1917 et 1921, les Bolcheviks ont eu fort à faire pour seulement faire tenir ensemble ce qui restait de l'empire russe. A travers la guerre civile et les accords de paix, la Russie a perdu l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Finlande et la Pologne. Le nouvel Etat n'a regagné le contrôle que sur le Caucase, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, l'Ukraine et la Moldavie, par les conquêtes militaires d'une Armée Rouge constituée dans l'urgence et qui a enrôlé jusqu'à cinq millions d'hommes. Au prix de grands efforts, Lénine, Trotski et leurs collaborateurs ont rendu le pays au contrôle civil en implantant un Parti Communiste sévèrement discipliné (lui-même composé en partie de militaires ou d'anciens militaires) au sein d'une vaste bureaucratie centralisée. Avec la prise de contrôle par Staline (et l'expulsion de Trotski)

en 1927, l'Union soviétique est entrée dans une phase d'industrialisation forcée, de collectivisation agricole, d'expansion bureaucratique et de déploiement d'un Parti Communiste de plus en plus autoritaire comme instrument du pouvoir central.

Dans les grandes lignes, le régime de Staline a imposé une autorité directe et centralisée en Russie mais s'est appuyé sur un modèle différent, celui d'une autorité indirecte, dans les autres parties de l'Union. Dans les entités politiques formellement autonomes de l'Union soviétique (en dehors de la Russie), la politique du Kremlin consistait à donner la priorité à une identité ethnique (par exemple l'ouzbek, l'arménienne) et à nommer comme chefs régionaux du parti des individus issus de ces ethnies et ayant prouvé leur loyauté au parti central. Ces leaders régionaux bénéficiaient d'une grande autonomie au sein de leurs régions dans la mesure où celles-ci apportaient au centre des biens, des services, et ne le remettaient pas en cause. Dans la vie publique, la langue et la culture nationales ainsi reconnues jouissaient d'une position égale à celle de la langue et de la culture russes, aux dépens des nombreuses autres formes culturelles qui coexistaient d'habitude dans toutes les régions.

A la fin des années 1930 et dans les années 1940, des changements d'importance sont intervenus dans le domaine national de l'Union soviétique. Ses dirigeants ont engagé l'une des mobilisations militaires les plus massives de l'histoire. Temporairement alliés à l'Allemagne nazie, les Soviétiques ont occupé la moitié de la Pologne, ont réduit la Finlande à guère plus qu'un Etat satellite et ont directement absorbé dans l'Union la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie. A la fin d'une guerre dévastatrice, les accords de paix ont accordé à l'Union soviétique l'hégémonie sur les anciens alliés de l'Axe (la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie), ainsi que sur des conquêtes de l'Axe (la Tchécoslovaquie, la Pologne). Bien que l'autorité russe soit restée un peu plus indirecte dans ses satellites d'Europe centrale qu'à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Union soviétique, le système du contrôle par le Parti communiste, la présence russe et la circulation intense entre Moscou et les capitales périphériques ont prévalu dans ce qui est devenu en 1955 le Pacte de Varsovie.

Plus encore qu'avant la Seconde Guerre Mondiale, l'économie et le système politique soviétiques d'après-guerre dépendaient de la combinaison de trois éléments : 1) le maintien d'une énorme puissance militaire, 2) la coordination et la division du travail à grande échelle dans la production et la distribution des biens de subsistance, 3) le contrôle et la surveillance étroits de toute expression politique. Ces trois éléments ont produits des résultats paradoxaux :

- la subordination de la production de biens de consommation à un développement industriel lourd

- l'évolution des relations entre les autorités militaires et celles du parti, glaciales avant la guerre, vers un *modus vivendi* ;
- l'augmentation considérable des effectifs et des capacités dans les secteurs des mathématiques, de la physique et de la logistique industrielle, secteurs de plus en plus décisifs dans la concurrence militaire avec les Etats-Unis, le sous-produit de ce développement étant un flux d'intellectuels mathématiciens de formation vers des champs voisins et la création d'espaces protégés pour une dissidence politique discrète ;
- des poches de privilèges pour les officiels du parti, les hiérarques militaires, les dirigeants régionaux et les professionnels des secteurs stratégiques — privilèges d'autant plus visibles qu'ils contrastaient avec la dureté et les pénuries incessantes qui caractérisaient la vie de la majeure partie de la population soviétique ;
- d'immenses réseaux souterrains d'entraide, d'information, d'évasion et d'approvisionnement, presque tous officiellement illégaux mais réellement indispensables à la survie quotidienne des citoyens et des entreprises soviétiques (voir Feige 1998 ; Ledeneva 1998 ; Solnick 1998)

Tous ces processus sont devenus visibles – et fatalement décisifs – avec la désintégration de l'Union soviétique.

Comment est-ce arrivé ? A l'époque, le soutien soviétique au coup d'état militaire en Afghanistan en 1979 est apparu comme un simple épisode de plus dans la Guerre froide, mais il s'est révélé de la plus grande importance. Avec le soutien des Etats-Unis à une multitude de rebelles afghans, l'armée soviétique s'est retrouvée dans une frustrante et humiliante impasse. Avant que Mikhaïl Gorbatchev ne mette un terme aux pertes soviétiques en signant une paix précaire en 1988, l'Union soviétique entretenait entre 100 et 120 000 de ses propres hommes en Afghanistan, tout en finançant des forces afghanes peu fiables, sans pour autant parvenir à gagner du terrain sur les ennemis du régime fantoche qu'elle soutenait.

A l'intérieur de l'URSS, le cauchemar afghan, le ralentissement économique général et l'audience internationale croissante des dissidents soviétiques ont conforté les réformateurs potentiels au sein de la hiérarchie du parti. En 1985, Gorbatchev, un « libéral », est arrivé à la tête du parti avec un programme d'ouverture de la vie publique : libération de prisonniers politiques, raccourcissement du délai d'obtention d'un visa de sortie pour les juifs, réduction de l'armée, frein aux engagements militaires extérieurs, fin de la répression violente des demandes d'autonomie politique, ethnique et religieuse. A partir de 1987, il a développé la *perestroïka*, une transformation de l'économie d'une production militaire vers une production civile, vers des biens de consommation plus nombreux et de meilleure qualité, et dans le sens d'une plus grande productivité. En parallèle, Gorbatchev a annoncé que l'URSS n'apporterait plus de soutien militaire aux régimes satellites d'Europe centrale menacés par leurs propres citoyens.

La réduction du contrôle central sur la production et la distribution a favorisé :

- la prolifération de petites entreprises ;
- la multiplication des tentatives d'établissement de joint ventures avec des capitalistes étrangers ;
- la poursuite au grand jour de l'activité des marchés noirs, des marchés gris et des réseaux d'entraide qui reliaient depuis longtemps les individus, les ménages et les entreprises ;
- le ralentissement massif des paiements et des livraisons de biens aux organisations centrales ;
- le remplacement des infrastructures publiques par des média et des systèmes d'échange privés ;
- le détournement de grande ampleur des réserves et des ressources détenues par le gouvernement vers des réseaux de distribution privés réalisant des profits ou maintenant des monopoles, au bénéfice des dirigeants existants, des entrepreneurs prompts d'esprit et des membres d'organisations jouissant déjà d'un accès privilégié aux biens désirables, aux ressources ou aux devises.

Tout ceci s'est produit alors que le gouvernement cherchait au contraire à généraliser et à libéraliser les marchés nationaux. En conséquence, l'Etat central a vu sa capacité à distribuer des récompenses à ses fidèles diminuer notablement d'un mois à l'autre. En réaction, les officiels et les dirigeants se sont engagés dans ce que Steven Solnick appelle une course vers la banque : ils n'ont eu de cesse, partout où cela était possible, de détourner les avoirs fongibles à leur avantage. Ils se sont mis à « piller l'Etat » (Solnick 1998).

Au plan politique, un effondrement parallèle et interdépendant de l'autorité centrale s'est produit. Alors que les conséquences du programme économique de Gorbatchev lui aliénaient non seulement les producteurs qui avaient auparavant profité des efforts d'équipement militaire, mais aussi les consommateurs privés d'accès à l'un des nouveaux réseaux de distribution et les officiels dont le pouvoir se trouvait menacé, son programme politique ouvrait des espaces pour des critiques et des concurrents tels que Boris Eltsine. A partir de Moscou, Eltsine a conquis le contrôle de la fédération de Russie. Les efforts de Gorbatchev pour contrôler les institutions de l'armée et des services secrets, menacées mais toujours intactes, par la conciliation, la prudence et les faux-fuyants ont entraîné la défection des réformateurs sans pour autant lui apporter des soutiens solides de la part des conservateurs. En outre, il a cherché en même temps à acquérir des pouvoirs spéciaux lui permettant de poursuivre les transformations économiques. Ce qui lui a attiré l'hostilité tout à la fois des réformateurs concurrents, des libéraux politiques et des défenseurs de l'ancien régime.

Bien que les revendications de libertés religieuses et politiques se soient exacerbées immédiatement en 1986 et 1987, la montée des natio-

nalités voulant assurer leurs positions dans le nouveau système politique a détruit l'ancien régime.

Les communistes de Russie avaient, après tout, traité les régions non-russes en cooptant des leaders régionaux loyaux, en les intégrant dans le parti, en recrutant leurs successeurs parmi les membres les plus prometteurs des nationalités désignées, mais en les formant en Russie, en répartissant de nombreux Russes dans les nouvelles industries, professions et administrations, en promouvant la langue et la culture russes comme moyen de communication administrative et interrégionale, en donnant aux détenteurs régionaux du pouvoir une autonomie substantielle et un appui militaire sur leur propre territoire aussi longtemps qu'ils fournissaient des impôts, des biens et des conscrits, réprimant immédiatement tout groupe ou individu qui revendiquait des libertés hors de ce système. Un tel système pouvait fonctionner tant que les leaders régionaux recevaient un soutien puissant du centre et tant que leurs rivaux locaux n'avaient ni moyens ni espoirs de pouvoir en appeler au soutien populaire.

La force du système a provoqué sa chute. Gorbatchev et ses collaborateurs ont simultanément favorisé l'ouverture de la discussion politique, réduit l'engagement militaire dans le contrôle politique, toléré des alternatives à la structure communiste, consenti des évolutions en direction d'élections réellement disputées, et ont reconnu la diminution de leur capacité à récompenser des fidèles soutiens. Au même moment, les leaders régionaux et leurs rivaux ont soudain été fortement incités à se distancier du centre, à recruter des soutiens populaires, à établir leur crédibilité comme représentants authentiques de la population locale, à donner la priorité à leurs propres nationalités à l'intérieur des subdivisions territoriales de l'URSS qu'ils occupaient, et à revendiquer de nouvelles formes d'autonomie. Dans les républiques baltes, et dans celles des tiers ouest et sud de l'URSS, en outre, la possibilité de relations spéciales avec des États et des autorités à l'extérieur de l'URSS — la Suède, la Finlande, la Turquie, l'Iran, la Communauté européenne et l'OTAN — offrait un levier politique et une opportunité économique que l'Union elle-même était de moins en moins capable d'offrir.

Dans les subdivisions politiques ayant une population nationale bien organisée, les menaces ont grandi rapidement envers ceux qui perdaient la compétition pour la reconnaissance comme citoyens régionaux authentiques. Ceux qui bougeaient les premiers pouvaient gagner davantage. L'escalade a commencé, chaque concession du gouvernement central donnant de nouvelles incitations et créant des précédents pour de nouvelles demandes de la part d'autres nationalités, menaçant ainsi de plus en plus toute population connexe qui partageait une identité distincte mais échouait à se mobiliser efficacement. Dès 1986, les revendications d'autonomie et de protection se sont faites entendre non seulement de la part des Estoniens, des Lettons, des Lituaniens et des

Ukrainiens, mais aussi de la part des Kazakhs, des Tatars de Crimée, des Arméniens, des Moldaves, des Ouzbeks et des Russes eux-mêmes. Dans des régions hétérogènes comme le Nagorni-Karabakh, une enclave à majorité arménienne en Azerbaïdjan, des militants d'ethnies voisines se sont battus pour avoir la priorité et ont tué sans scrupules. En plus de l'Azerbaïdjan, la Moldavie, la Géorgie et le Tadjikistan se sont enfoncés dans des conflits intergroupes. Entre janvier 1988 et août 1989, les conflits ethniques ont fait 292 morts, 5 520 blessés et 360 000 sans-abri (Nahaylo et Swoboda, 1990 : 336). La situation rappelait ainsi la désagrégation de l'Empire en 1918.

Les horizons temporels se sont obscurcis rapidement. Que ce soit à grande ou à petite échelle, les gens ne pouvaient plus compter sur les retours sur investissement à long terme dans le système existant ; ils se sont donc réorientés vers des gains à court terme et des stratégies d'exit. La proposition formulée par Gorbatchev d'un nouveau traité d'union, avec une place plus importante pour les quinze républiques mais la préservation de la domination du gouvernement fédéral en termes économiques, militaires et diplomatiques a en fait conduit chaque acteur national potentiel à assurer sa propre position à l'intérieur (ou, dans ce cas, juste à l'extérieur) du système. Quand Gorbatchev a cherché à obtenir la validation de ses plans par un référendum en mars 1991, les leaders de six républiques (Lettonie, Lituanie, Estonie, Moldavie, Arménie, Géorgie, qui avaient toutes commencé le processus de déclaration d'indépendance) ont boycotté les opérations électorales, tandis que le résultat dans le reste du pays montrait la division entre les portions russes et non-russes de la chancelante fédération soviétique. De l'extérieur, les investisseurs partenaires, les économistes du développement, les institutions financières mondiales et les grandes puissances comme les Etats-Unis, la Turquie, l'Iran et la Communauté européenne ont cherché à obtenir leur part de l'action et /ou à contenir les conséquences dangereuses de l'agitation soviétique.

À cause de la désagrégation ethnique, de la faillite économique et de la diminution des pouvoirs de l'ancien régime, beaucoup d'observateurs et d'acteurs de la scène soviétique craignaient une alliance entre l'armée, les services secrets, et l'establishment du parti visant à renverser le cours des événements. Le moment critique arriva en août 1991, quand une junte soutenue justement par ces éléments séquestra Gorbatchev dans sa résidence de vacances en Crimée au lendemain de la signature d'un autre traité d'union avec les neuf républiques qui collaboraient encore avec l'État central. Issus en particuliers de l'armée, du renseignement et de la police, les putschistes déclarèrent que le pouvoir étaient aux mains d'un mystérieux Comité d'urgence. Son contrôle de l'État en tant que tel dura seulement trois jours.

Le président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, avait déjà joué la carte nationaliste contre l'autorité centrale au nom de la Russie.

Pendant le coup d'État avorté, il avait bravé les chars de l'Armée rouge et parlé aux foules de Moscou, en appelant à la grève générale contre le Comité d'urgence. Plusieurs unités militaires ont alors fait défection en sa faveur, en mettant en place une ligne défensive autour des bâtiments de la république russe à Moscou. Cette défection et la défense mise en place ont brisé la détermination de la junte. La tentative de putsch échoua sans combat armé et Gorbatchev fut libéré.

À son retour, Gorbatchev fit face à une vague de revendications en faveur de réformes importantes, aux tentatives des nationalités organisées pour quitter l'Union, aux rivalités exacerbées de la part d'Eltsine et de ses homologues des autres républiques, et à la faillite totale de l'autorité du Kremlin. En démissionnant de son poste de secrétaire du PCUS, Gorbatchev a suspendu l'activité du parti dans toute l'URSS. Pendant les quatre mois suivants, Eltsine a cherché à succéder à Gorbatchev, non comme secrétaire du parti, mais comme chef d'une confédération qui conservait une certaine autorité économique, militaire et diplomatique. Même cette tentative a échoué avec la dissolution de l'Union soviétique, transformée en un Commonwealth mal défini, dont les États baltes se sont retirés totalement, tandis que d'autres républiques commençaient à réclamer leur sortie.

Une fois que le régime soviétique fut en faillite, les nationalistes russes (y compris le nationaliste opportuniste Eltsine) furent confrontés à un dilemme : d'une part, ils revendiquaient le droit des Russes à diriger la Fédération de Russie, qui en fait regroupait des millions de personnes issues de minorités non-russes. Cette demande partait du principe que les nationalités "titulaires" devaient prévaloir. D'autre part, ils critiquaient fortement le traitement réservé aux Russes à l'extérieur de la Fédération de Russie — par exemple en Estonie, en Lituanie, en Ukraine et au Kazakhstan — considérés comme des citoyens de seconde zone contraints de choisir entre l'assimilation à la nationalité titulaire, des formes inférieures de citoyenneté et l'émigration (Barrington, 1995). Logiquement, les voisins nouvellement indépendants accusèrent fréquemment d'impérialisme les autorités de la fédération de Russie.

Le catalogue des protestations de 1987 à 1992 dans l'espace soviétique dressé par Mark Beissinger identifie un changement majeur de la participation populaire. Les manifestations se sont accrues entre 1987 et 1989, puis ont atteint leur niveau maximum en 1990, avant de diminuer en général par la suite. Les événements violents de masse, au contraire, atteignirent un niveau élevé à la mi-1989 mais commencèrent à augmenter véritablement en 1991 et demeurèrent très nombreux en 1992. À partir de 1992, l'objet principal des protestations est devenu la question du tracé des frontières entre les républiques (Beissinger, 1998 : 294-305). Ce changement correspondit à un passage de revendications relativement pacifiques de réforme et de représentation nationale à des luttes

après concernant les droits nationaux. L'interaction entre un nationalisme à la recherche de l'État (de la part de républiques cherchant à sortir de l'Union) et un nationalisme conduit par l'État (de la part des leaders des républiques cherchant à établir une hégémonie à l'intérieur de leur propre territoire) a produit des effets importants.

Beissinger interprète explicitement ces événements comme un cycle de discorde, avec une augmentation caractéristique de la violence dans les dernières périodes du cycle. En effet, nos quatre mécanismes — les spirales d'opportunité, le changement d'identité, la concurrence et la médiation — ont tous opéré avec force dans la désintégration soviétique. Dans le cas soviétique, plusieurs spirales se sont succédées : les premières offres de soutien extérieur en faveur d'entreprises rentables contrôlées par des autorités centrales déclinantes, puis des affirmations franches des droits à l'autonomie nationale de la part des leaders régionaux existants et de leurs rivaux locaux, et finalement la mainmise sur des ressources étatiques fongibles par tous ceux qui pouvaient s'en emparer. Si on considère les images précédentes du bloc inamovible qu'était le système communiste, le changement d'identité s'opéra avec une effrayante rapidité, des anciens bénéficiaires de la domination communiste passant d'une identification avec le parti et son héritage à une série d'alternatives improvisées, parmi lesquelles les labels ethniques (y compris le label russe) prirent une envergure toujours grandissante. La concurrence est apparue sur deux fronts : dans des tentatives pour obtenir un soutien économique et politique externe ; dans des tentatives reliées de prise de contrôle d'organisations et d'atouts qui étaient préalablement soumis à un fort contrôle de l'État.

La médiation peut sembler moins évidente, mais elle fit la différence à deux niveaux. Premièrement, elle aide à prendre en compte la remarquable continuité des dirigeants à travers ce qui semble être une agitation révolutionnaire. Bien que des gangsters et des magnats soient apparus dans les ombres de la société soviétique, ceux qui dirigeaient dans l'ancienne Union soviétique sont pour la plupart du même type — et dans de nombreux cas les mêmes personnes — que ceux qui dirigeaient durant la décennie 1980. Cela s'explique par le fait que, en tant que connecteurs dans un vaste système centralisé, ils avaient un accès privilégié à l'information, aux ressources et autres centres de pouvoir ; il était extrêmement difficile pour quiconque de faire correspondre les avantages qui leur étaient donnés par leurs positions institutionnelles. La deuxième raison est le contraire de la première : une fois qu'au niveau régional les leaders régionaux, les entrepreneurs, les groupes de travailleurs et les citoyens ordinaires eurent commencé de refuser de donner des biens et des services aux autorités centrales, celles-ci perdirent leur pouvoir de médiateurs ; elles ne pouvaient plus redistribuer des ressources pour soutenir leurs propres positions, leurs alliés et les activités dans lesquelles elles étaient le plus engagées. Ainsi interagirent puissamment les spirales d'opportunité, les changements d'identité, la compétition et la médiation.

Notons l'importance cruciale de l'histoire dans l'opération concrète de ces mécanismes. Deux exemples seulement. Premièrement, étant donné l'establishment militaire puissant et vaste de l'URSS, on aurait pu attendre des militaires soviétiques qu'il jouent un rôle indépendant et pivot dans la transition post-socialiste. En dépit de l'implication d'officiers de l'armée, du renseignement et de la police dans le putsch de 1991, l'establishment militaire n'a occupé qu'une place secondaire dans les événements que nous avons analysés. La création historique d'un parti de gouvernement de masse à partir d'une fusion d'activisme révolutionnaire avec une mobilisation militaire a laissé les militaires de l'Union soviétique étonnamment subordonnés aux détenteurs du pouvoir civil. (En fait, les militaires détiennent probablement plus de pouvoir politique autonome dans la Russie post-socialiste et dans d'autres fragments de l'Union que pendant la décennie 1980.) La médiation s'est effectuée à l'intérieur de limites établies par des relations organisationnelles constituées auparavant.

Deuxièmement, le système stalinien de gouvernement par l'intermédiaire des nationalités titulaires a eu un double effet. Dans les pays jadis indépendants que l'URSS avait incorporés — notamment les États baltes — même la diffusion massive de la communication en langue russe et la migration substantielle de techniciens et d'administrateurs d'ethnie russe n'avaient pas détruit les identités politiques non-russes reconnues. Dans les régions multiculturelles et multilingues, l'établissement de nationalités titulaires a créé des identités politiques dominantes reconnues là où auparavant aucune n'avait prévalu. Par conséquent, les identités politiques que le régime avait nourries (plutôt que des solidarités et des haines ancestrales) devinrent les bases de mobilisation, d'opposition et de reconstitution politique quand l'Union soviétique se désintégra. Les spirales d'opportunité, les changements d'identité et la concurrence ont fonctionné en URSS comme ailleurs, mais comme ils incorporaient et s'articulaient avec des accumulations historiques distinctes, ces mécanismes ont conduit à des résultats plutôt différents de ceux, par exemple, du démantèlement des empires tsariste, ottoman ou britannique. En ce sens, le temps et le lieu ont fait une grande différence dans la façon dont se sont opérés des processus politiques très généraux.

### LES CARACTÉRISTIQUES SURPRENANTES DE CLASSES D'ÉPISODES

Notre troisième stratégie d'analyse consiste à identifier des caractéristiques surprenantes de toute une classe d'épisodes similaires, puis d'effectuer une comparaison systématique avec d'autres classes d'épisodes afin de localiser les mécanismes et les processus robustes qui produisent ces caractéristiques surprenantes. Les mouvements sociaux en offrent une excellente illustration. Quoiqu'il arrive dans les mouvements sociaux, ils sont centrés sur la projection d'identités collectives. Afin d'être clair et concis, ma discussion se concentrera sur les mécanismes

et les processus identitaires à l'intérieur des mouvements sociaux, en négligeant leurs connections avec le changement social, les bases organisationnelles, les réactions à la menace et à l'opportunité, les formes d'action et les interactions stratégiques<sup>4</sup>. Elle inclura également des comparaisons avec d'autres types d'épisodes au lieu d'effectuer ces comparaisons séparément.

Bien que certains analystes utilisent le terme "mouvement social" de manière non rigoureuse pour désigner toute sorte de revendication populaire collective exprimée, le terme et le phénomène se sont cristallisés tous deux au XIX<sup>e</sup> siècle. Le mouvement social consiste en une interaction durable entre les détenteurs du pouvoir et des militants qui parlent au nom d'une population lésée, à travers des démonstrations publiques collectives de détermination et de capacité couplées à un soutien explicite à des programmes d'action. Au moins en tant qu'il se concrétise dans des associations, des réunions publiques, des manifestations, des marches, des pétitions, des slogans, des écrits et des déclarations aux médias, aucun mouvement social n'est apparu où que ce soit dans le monde avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. À partir de 1850 l'activité de mouvement social était cependant déjà devenue un mode d'action politique bien établi en Europe occidentale et en Amérique septentrionale. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, le mouvement social était devenu une forme standard de la politique dans tout le monde démocratique.

Étonnamment, personne n'a encore jamais écrit une histoire complète de cette innovation politique décisive. Néanmoins, à partir d'études plus fragmentaires, certains éléments de l'histoire du mouvement social peuvent émerger : la coïncidence significative avec l'expansion de l'élection populaire et du pouvoir parlementaire ; la confiance dans la liberté d'association et de parole ; la puissance précoce des organisations religieuses et syndicales, suivie par la prolifération d'autres intérêts spécifiques ; la concomitance avec la croissance des groupes d'intérêt dans le jeu politique ; le remplacement de formes de revendication relativement directes et fréquemment violentes par des démonstrations de force généralement non-violentes ; des transferts internationaux de pratiques et de personnel ; le développement historique interne fondé sur des langues, des pratiques et des structures organisationnelles dominantes. À l'instar des campagnes électorales et des grèves, les mouvements sociaux ont une histoire politique bien définie.

Ils présentent également une caractéristique surprenante qui a engendré beaucoup de débats mais aucune résolution de la question suivante : pourquoi les participants au mouvement social dépensent-ils autant de leur temps et de leur travail d'organisation dans des démonstrations publiques de solidarité quand ils pourraient être engagés dans des interactions qui à court terme seraient plus efficaces pour faire avancer le programme qu'ils préconisent ? Les opposants à certains

mouvements sociaux ont souvent posé cette question de manière hostile, se demandant ouvertement pourquoi des jeunes gaspillaient leurs efforts dans des marches d'opposition et en s'époumonant alors que leurs aînés font tranquillement de leur mieux pour résoudre les problèmes dont se plaignent ces jeunes. Les militants eux-mêmes se sont souvent divisés sur le choix à faire entre des efforts d'amélioration concrète et des démonstrations publiques de solidarité dans le conflit. Même des participants généralement enthousiastes se demandent de temps à autre si le fait de se réunir, de manifester et de scander des slogans a un quelconque impact sur les problèmes qu'ils combattent.

Nombre d'observateurs ont pensé que la solidarité et le partage d'une identité procuraient une satisfaction intrinsèque, mais cette explication ignore :

a) les nombreux cas dans lesquels les démonstrations identitaires procurent surtout de la souffrance aux participants ;

b) les efforts déployés par les leaders pour coordonner et mettre au point les manifestations publiques de soutien aux identités affirmées. Certains spécialistes des mouvements sociaux ont résolu le dilemme en rejetant les explications instrumentales, du moins en ce qui concerne les nouveaux mouvements sociaux liés à l'écologie, au féminisme, au pacifisme et aux préférences sexuelles. Dans leur perspective, les mouvements sociaux se construisent non pas autour de la politique pratique mais autour de la production de nouvelles identités.

Ce point de vue est à peu près correct. Cependant, il situe mal les identités en question. Les identités politiques érigent toujours des frontières entre les acteurs politiques, organisent les relations de part et d'autre de ces frontières et définissent les relations entre les différentes parties ainsi constituées. On retrouve les mécanismes décisifs déjà mis en lumière avec l'exemple soviétique : les spirales d'opportunité, le changement identitaire, la concurrence et la médiation. Mais il faut y ajouter la formation de catégories et le changement d'objet.

La formation de catégories crée des identités. Une catégorie sociale est un ensemble d'éléments partageant une frontière qui les distingue de, et les met en relation avec au moins un ensemble d'éléments visiblement exclus par cette frontière. La formation de catégories s'opère à travers trois sous-mécanismes : l'invention, l'emprunt et l'affrontement. L'invention implique l'établissement autoritaire d'une frontière et la prescription de relations entre les éléments séparés par cette frontière. Il en fut ainsi par exemple des leaders des Serbes de Bosnie décrétant qui en Bosnie est serbe et qui ne l'est pas, puis organisant les interactions entre Serbes et non-Serbes. L'emprunt implique l'importation d'un modèle complet « frontière-modes de relations » existant déjà ailleurs et sa mise en œuvre dans le contexte local. C'est ainsi que les révolutionnaires français ruraux se sont divisés selon la distinction patriotes/aristocrates qui avait déjà fonctionné comme principe d'opposition à Paris

et dans les autres grandes villes françaises. L'affrontement implique un contact initial entre des réseaux auparavant séparés (mais bien reliés en interne), au cours duquel les membres d'un des réseaux se mettent à lutter avec les membres de l'autre pour l'obtention de ressources, engendrant dans l'interaction des définitions de la frontière et des relations entre les parties.

On peut repérer dans les mouvements sociaux tant l'invention et l'emprunt que l'affrontement, mais le plus souvent les mouvements sociaux se spécialisent dans la combinaison de l'invention et de l'emprunt : création de la Coalition des X, Union des Citoyens de Y, Front contre Z, chacun étant couplé avec certaines autorités.

Le changement d'objet affecte fortement les répertoires. Il désigne l'altération des relations entre ceux qui revendiquent et l'objet de leurs revendications. Le changement d'objet se produit souvent dans le court terme, pendant une interaction conflictuelle stratégique, comme par exemple quand des bandes rivales s'unissent contre la police, quand l'intervention d'un responsable dans un conflit commercial détourne de lui les attaques des consommateurs, quand un fonctionnaire des impôts assiégé en appelle au maire.

Bien entendu, de tels changements transforment les acteurs ainsi que les identités couplées qu'ils déploient, mais ils affectent également les formes de revendication collective qui sont disponibles, appropriées et qui ont des chances d'être efficaces. Le changement d'objet se produit également à long terme et en dehors de toute interaction conflictuelle. Les mouvements sociaux impliquent souvent un changement d'objet, quand les militants évoluent entre des revendications auprès des autorités locales, des revendications auprès des autorités nationales, la compétition avec des rivaux et la fourniture de services à leurs clientèles.

Comme nous l'avons vu dans la discussion précédente sur la certification et la dé-certification, dans une large variété de régimes la reconnaissance comme acteur politique valide procure des bénéfices collectifs distincts de l'accomplissement des programmes particuliers autour desquels les gens se rassemblent. Si l'on prend en compte que la certification en elle-même a de l'importance, des éléments importants de la politique protestataire, qui pouvaient sembler incompréhensibles du point de vue d'un strict calcul moyens/objectifs, font en fait sens. Réussir à mettre en avant un mérite, une unité un nombre et un engagement collectifs particuliers apporte une reconnaissance en tant que joueur politique crédible, avec la capacité de faire la différence dans la lutte politique suivante.

L'engagement individuel et les liens interpersonnels ont assurément une importance cruciale dans la vie collective de tout mouvement social. De plus, certaines personnes retirent une satisfaction intense et

établissent des liens durables dans le militantisme de mouvement social. L'implication dans le mouvement social altère souvent les relations que les gens entretiennent les uns avec les autres, autant que leur propre définition de ce qu'ils sont. Mais l'identité a un aspect public, collectif qui ne dépend que faiblement de la transformation de chaque personne.

Quels sont les enjeux concernant cet aspect public de l'activité de mouvement social ? La reconnaissance en tant qu'acteur politique légitime transforme ceux qui représentent l'identité collective en alliés potentiels, porte la menace implicite d'actions disruptives ou autonomes et consolide les lignes de communication à la fois à l'intérieur et à travers les frontières. En fait, ces bénéfices sont suffisamment substantiels pour que — comme Robert Michels l'a montré depuis longtemps — les leaders des groupes reconnus comme acteurs politiques aient souvent tendance à faire prévaloir leurs intérêts propres en utilisant les moyens des organisations et des relations qu'ils contrôlent.

Un mouvement social est une sorte de campagne, proche en bien des aspects d'une campagne électorale. Ce type de campagne, cependant, exige la réparation d'un mal, souvent un mal dont souffre une population bien définie. Le mouvement construit cette population en tant que catégorie, fréquemment comme un candidat catégoriel à la participation au politique. La population en question peut aller d'une seule personne à tous les humains, et même à toutes les créatures vivantes. Alors qu'une campagne électorale se résout principalement par les votes qui en résultent finalement, un mouvement social se résout avec la transmission effective du message que les défenseurs de son programme sont "MUNI" (1) Méritants, 2) Unifiés, 3) Nombreux, et 4) Impliqués). Les quatre éléments se compensent entre eux jusqu'à un certain point, un haut niveau de mérite compensant par exemple un faible nombre. Cependant, une valeur visiblement basse de l'un d'entre eux (une démonstration publique indigne, un nombre en diminution, et /ou une forte défection) discrédite l'ensemble du mouvement.

La campagne du mouvement social implique tout un ensemble bien connu d'activités : la création d'associations et de coalitions, des marches, des manifestations, des pétitions, des réunions publiques, la scansion de slogans, le port de badges, l'écriture de pamphlets, etc. En termes de rapport entre moyens et fins, une telle campagne a un caractère particulièrement diffus. Comparées à la grève, au vote, à la destruction du métier à tisser d'un tisserand non-gréviste, ou à l'expulsion d'un misérable hors de la ville, ses actions restent essentiellement symboliques, cumulatives et indirectes, avec presque aucune chance qu'un seul événement puisse atteindre son objectif déclaré de supprimer une injustice ou de persuader les autorités de faire voter une loi nécessaire. La mobilisation de mouvement social gagne donc sa force d'une menace implicite d'agir dans des arènes adjacentes : retirer son soutien aux

autorités publiques, soutenir matériellement les ennemis d'un régime, s'allier avec des parties séparées, passer à l'action directe voire à la rébellion. Les bons organisateurs de mouvements sociaux utilisent tacitement de telles menaces pour négocier les objets de leurs revendications.

Les mouvements sociaux sont comme des conversations ; non pas comme des performances en solo, mais comme des interactions entre des parties. La configuration la plus élémentaire consiste en un acteur revendicatif, un objet des revendications de cet acteur, et un public ayant un enjeu propre dans le devenir de l'un des deux au moins. Quoiqu'ils fassent d'autre, les mouvements exagèrent les différences entre les demandeurs et les objets de leurs demandes. Mais les alliés, les concurrents, les ennemis, les autorités et les publics multiples jouent fréquemment aussi leur rôle dans les interactions du mouvement. C'est là que se trouve la complexité de l'organisation du mouvement social, sans parler des réactions des autorités et des objets des demandes, en sachant que les tiers partis compliquent toujours l'interaction.

Du point de vue des adversaires, le succès du mouvement social dépend en partie de deux sortes de mystification. Premièrement, à mesure qu'ils augmentent, la dignité, l'unité, le nombre et l'engagement se contredisent presque nécessairement : pour obtenir des nombres élevés, par exemple, il faut généralement un compromis portant sur le mérite, l'unité et /ou sur l'engagement. Le travail réel des organisateurs consiste à réunir de manière récurrente des coalitions provisoires, à supprimer les tactiques risquées, à négocier lequel des multiples agendas que les participants proposent sera mis en avant dans leur action collective, et surtout à cacher les luttes intestines aux yeux du public. Ils exagèrent presque toujours les mérites, l'unité, le nombre et l'implication de leur coalition.

Deuxièmement, les militants d'un mouvement social cherchent à se présenter (ainsi que les objets de leur sollicitude s'ils sont différents) comme un groupe solidaire, de préférence comme un groupe avec une histoire ancienne et une existence cohérente en dehors de l'espace de la revendication publique. En cela, ils ressemblent aux nationalistes en quête d'État qui construisent pour leurs nations des histoires culturelles longues, cohérentes et distinctes. Ainsi les féministes s'identifient avec les luttes ancestrales des femmes pour leurs droits dans la rue et dans la vie quotidienne, les leaders des mouvements des droits civiques minimisent les différences de classe et de religion au sein de leur catégorie raciale et les environnementalistes présentent la plupart de l'humanité comme leur communauté éternelle.

Les deux sortes de mystification s'adressent à plusieurs publics différents. Elles encouragent les militants et les supporteurs à considérer comme hautement probable que les autres adhérents prennent des risques et encourrent des dépenses pour la cause, ce qui implique que

leur propre contribution aura des chances de porter ses fruits. Ils engagent les autorités, les objets des revendications, les opposants, les rivaux et les spectateurs à prendre le mouvement au sérieux en tant que force qui peut affecter leur propre destinée.

Les mouvements diffèrent significativement dans l'attention relative qu'ils donnent à ces différents publics, depuis les tests d'audace organisés par des petites bandes de terroristes à la signature de pétitions par des participants qui souhaitent que des autorités connaissent leur opinion. Ces orientations varient fréquemment au cours d'un mouvement social donné, par exemple quand on passe de la construction interne (x) à l'action ostentatoire (y) puis au combat contre des concurrents et des ennemis (z).

La mystification ne signifie pas le mensonge absolu. Les militants et les participants au mouvement social varient considérablement selon le degré auquel ils incarnent réellement le mérite, l'unité, le nombre et l'implication, et selon le degré auquel ils viennent d'un groupe de solidarité unique, ayant une existence collective en dehors de l'espace de la politique visible. De surcroît, plus les deux variétés de mystification contiennent des éléments de vérité, plus les mouvements sociaux ont généralement des chances de mobiliser de manière effective. Une communauté ethnique ségréguée, menacée par une attaque extérieure, mobilise en moyenne plus fortement que ne le fait la catégorie entière qui est constituée de ceux qui souffrent d'attaques diverses à l'encontre des libertés civiles.

Le processus par lequel les militants du mouvement réussissent à obtenir la reconnaissance comme interlocuteurs valables représentant des populations injustement lésées ne ressemble pas aux enquêtes empiriques des romanciers, des spécialistes des sciences sociales ou des journalistes d'investigation. Il ressemble à une procédure devant un tribunal, dans laquelle ceux qui produisent une telle demande, bien que ce soit évident pour eux, doivent s'établir eux-mêmes aux yeux des autres — les autorités, les concurrents, les ennemis et les publics pertinents — comme des voix qui méritent l'attention et doivent communément s'établir eux-mêmes devant une opposition vigoureuse. Ils doivent prouver qu'ils sont qualifiés. Quasiment toutes ces qualifications supposent l'occultation de certaines preuves et l'exagération d'autres preuves concernant le mérite, l'unité, le nombre et l'implication des requérants et l'enracinement dans une population durable, cohérente, solidaire et déshéritée. Là encore les ressemblances avec le nationalisme en quête d'État sont frappantes.

Les analystes de l'action collective, en particulier ceux qui entretiennent une sympathie pour les actions qu'ils étudient, considèrent souvent les éléments mythifiés comme intrinsèques au mouvement social : la présence de la solidarité, la construction d'identités partagées, le sens de l'injustice, la création d'organisations de soutien, etc. En l'absence de

tels éléments, disent les analystes, nous n'avons rien que de la politique ordinaire. Parfois les mythes se génèrent eux-mêmes, en construisant les linéaments d'une connexion durable entre les participants nodaux. Mais la plupart des mouvements sociaux demeurent bien plus contingents et volatiles que ce que leurs mystifications permettent. Ces autres éléments ne définissent donc pas le mouvement social comme un phénomène politique distinct.

Qu'est-ce qui le définit alors comme tel ? Les mouvements sociaux impliquent des revendications collectives auprès des autorités. Un mouvement social est un défi durable aux détenteurs du pouvoir au nom d'une population vivant sous leur juridiction par le biais de démonstrations publiques répétées du nombre de cette population, de son implication, de son unité et de ses mérites. Nous, les lésés, exigeons que vous, ceux qui faites le mal ou les autorités responsables, agissiez pour adoucir une condition à propos de laquelle nous sommes justement indignés. Bien que certaines de nos actions puissent exprimer le soutien à des propositions, des programmes ou des personnes qui sont déjà en train de travailler pour nos objectifs, la plupart de nos démonstrations ne mettent pas seulement en scène nos propres MUNI, mais aussi l'existence des conditions auxquelles nous nous opposons.

Quand elles se développèrent en Grande-Bretagne et dans d'autres pays ouest-européens au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les manifestations caractéristiques du mouvement social incluent la création d'associations avec un objectif spécifique, le lobbying auprès des officiels, les réunions publiques, les manifestations, les marches, les pétitions, les pamphlets, les communiqués aux médias de masse, l'affichage ou le port de signes d'identification et l'adoption délibérée de slogans distinctifs. Leur poids relatif a varié considérablement d'un mouvement à l'autre, mais ces éléments ont coexisté depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Il convient de remarquer l'importance de cette invention. Pour toute sa conflictualité, la majeure partie de l'histoire humaine a procédé sans les mouvements sociaux, sans défis soutenus aux détenteurs du pouvoir au nom des populations vivant sous leur juridiction par le biais de démonstrations répétées du nombre de ces populations, de leur engagement, de leur unité et de leur mérite. Les rebellions, les révolutions, les actions de vengeance, la justice sauvage et beaucoup d'autres formes de l'action collective populaire abondent, mais pas l'association, la réunion, la marche, la pétition, la propagande, le slogan et les symboles brandis qui marquent les mouvements sociaux.

Avec quelques précédents au XVIII<sup>e</sup> siècle, cet ensemble d'interactions a émergé comme une manière de faire de la politique en Europe occidentale et en Amérique septentrionale au XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, c'est la Grande-Bretagne qui doit être créditée de cette invention. Les inventeurs réels y étaient des entrepreneurs politiques tels que John Wilkes, lord George Gordon, William Cobbett et Francis Place. Eux-

mêmes, leurs collaborateurs et ceux qui les suivirent négociaient une place pour de nouvelles formes d'action avec les autorités nationales et locales, avec leurs rivaux, avec leurs ennemis et avec les objets de leurs revendications.

Les mouvements sociaux se sont alors centrés sur la construction d'identités catégorielles. Les identités en général sont des expériences partagées de relations sociales distinctes et de représentations de ces relations sociales. Les travailleurs deviennent des travailleurs par leurs relations avec les employeurs et avec d'autres travailleurs, les femmes deviennent des femmes par leurs relations avec les hommes et avec d'autres femmes, les juifs orthodoxes deviennent des juifs orthodoxes par leurs relations avec des non-juifs, des juifs non-orthodoxes et d'autres juifs orthodoxes. Comme les mouvements sociaux, les qualifications religieuses et nationalistes de citoyenneté impliquent la construction et le renforcement de catégories inégales couplées. Il est clair que l'étude des identités dans les mouvements sociaux conduit directement à des comparaisons avec des mécanismes et des processus identitaires dans des types d'épisodes très différents.

#### LES ANALOGIES ENTRE DES ÉPISODES APPAREMMENT DISSEMBLABLES

La quatrième stratégie analytique pour le traitement historique des processus politiques consiste à identifier des analogies causales partielles entre des épisodes et des types d'épisodes apparemment dissemblables en localisant à l'intérieur de ceux-ci les mêmes mécanismes et les mêmes processus. En fait, nous avons suivi cette stratégie analytique à travers les trois exemples précédents. Réfléchissons sur les principaux mécanismes causaux que nous avons rencontrés: la certification, la dé-certification, le changement d'identité, le changement d'objet, les spirales d'opportunité, la concurrence et la médiation. Ils constituent un ensemble restreint mais largement applicable de mécanismes formateurs d'identité. Ils apparaissent certainement de manière récurrente dans les épisodes du nationalisme, de la désintégration impériale et des mouvements sociaux. Ils réapparaissent, cependant, en des lieux inattendus : dans les guerres civiles, quand chaque parti prétend être l'incarnation authentique du gouvernement légal, dans les révolutions quand les insurgés prétendent parler pour les opprimés, dans la formation de l'État quand une autorité parmi d'autres réussit à éliminer ou subordonner les autres, dans la démocratisation quand des acteurs politiques précédemment exclus ont voix au chapitre. À travers un ensemble varié de processus politiques, la certification, la dé-certification, le changement d'identité, le changement d'objet, les spirales d'opportunité, la compétition et la médiation opèrent de manière similaire, avec des conséquences générales très différentes.

Insistons sur cette conclusion. Ce programme d'enquête fondé sur la présence de mécanismes à travers les processus politiques historiques ne revient pas subrepticement à la découverte de structures et de processus récurrents à grande échelle. Il dénie la possibilité de modèles généraux et d'explications totales pour tous les épisodes politiques. Il nie également l'idée selon laquelle la guerre, la révolution, les mouvements sociaux, le nationalisme et la démocratisation constituent des phénomènes *sui generis*, chacun suivant sa voie caractéristique à partir d'un ensemble distinctif de causes. Il concède que, en tant que constructions politiques, une guerre influence la suivante, une révolution influence la suivante, et ainsi de suite. Mais cette construction de formes politiques signifiantes et ses conséquences pour l'action politique deviennent partie intégrante de ce que les analystes historiques doivent expliquer.

Les sociologues qui prennent au sérieux ce programme de recherche auront à abandonner des pratiques acquises telles que : créer des modèles *sui generis* des processus politiques majeurs, choisir parmi des modes d'explications fondés sur les lois générales, la propension et le système, imaginer l'histoire comme une boîte de stockage de matières premières pour tester des modèles politiques contemporains, rejeter certaines explications parce qu'elles négligent les variables d'ordinaire les plus prisées, supposer que l'exhaustion de la variance est le critère d'une explication solide. Ceux qui osent faire cela ont un monde à gagner<sup>4</sup>.

Traduction française  
Anne-France TAICLET et Laurent GODMER

---

4. J'ai adapté quelques passages du manuscrit de *Dynamics of Contention* de Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, à paraître (Cambridge University Press) et davantage du matériel que j'ai préparé à l'origine pour cet ouvrage mais que j'ai éliminé ensuite par manque d'espace. J'ai également adapté certains passages de mon livre *Durable Inequality* (1998, Berkeley, University of California Press).

## RÉFÉRENCES

- Azar, E. & Ben-Dak J. (dir.) (1973) *Theory and Practice of Events Research*, New York, Gordon & Breach.
- Barkey, K. & von Hagen M. (dir.) (1997) *After Empire. Multiethnic Societies and Nation-Building*, Boulder, Westview Press.
- Barrington, L. (1995) The Domestic and International Consequences of Citizenship in the Soviet Successor States, *Europe-Asia Studies*, 47 : 731-763.
- Bearman, P., Faris, R. & Moody, J. (1999) Blocking the Future : New Solutions for Old Problems in Historical Social Science, *Social Science History*, 23 : 501-534.
- Beissinger, M. (1998) Event Analysis in Transitional Societies : Protest Mobilization in the Former Soviet Union, in Dieter Rucht, Ruud Koopmans & Friedhelm Neidhardt (dir.), *Acts of Dissent. New Developments in the Study of Protest*, Berlin, Sigma Rainer Bohn.
- Brake, W. P. (1998) *Shaping History. Ordinary People in European Politics 1500-1700*, Berkeley, University of California Press.
- Brockett, C. D. (1992) Measuring Political Violence and Land Inequality in Central America, *American Political Science Review*, (86) : 169-176.
- Bunge, M. (1997) Mechanism and Explanation, *Philosophy of the Social Sciences*, 27 : 410-465.
- Bunge, M. (1998) *Social Science Under Debate : A Philosophical Perspective*, Toronto, University of Toronto Press.
- Cioffi-Revilla, C. (1990) *The Scientific Measurement of International Conflict. Handbook of Datasets on Crises and Wars, 1495-1988 AD*, Boulder, Lynne Rienner.
- Diani, M. & Eyerman, R. dir. (1992) *Studying Collective Action*, Newbury Park, Sage.
- Elster, J. (1989) *Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Ertman, T. (1997) *Birth of the Leviathan ? Building States and Regimes in Medieval and Early Modern Europe*, Cambridge University Press.
- Favre, P., Fillieule, O. & Mayer, N. (1997) La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants. Fondements théoriques et solutions techniques, *Revue française de science politique*, 47 (1) : 3-28.
- Feige, E. (1998) Underground Activity and Institutional Change : Productive, Protective and Predatory Behavior in Transition Economies, in Joan M. Nelson, Charles Tilly & Lee Walker (dir.), *Transforming Post-Communist Political Economies*, Washington, National Academy Press.
- Franzosi, R. (1998) Narrative as Data : Linguistic and Statistical Tools for the Quantitative Study of Historical Events, *International Review of Social History*, 43 (6) : 81-104.
- Gerner, D. J. et al. (1994) Machine Coding of Event Data Using Regional and International Sources, *International Studies Quarterly* 38 : 91-119.

Gurr, T. R. & Harff, B. (1994) *Ethnic Conflict in World Politics*, Boulder, Westview Press.

Hanagan, M. P., Page Moch, L. & Brake W. (dir.) (1998) *Challenging Authority. The Historical Study of Contentious Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

Hedström, P. & Swedberg, R. (dir.) (1998) *Social Mechanisms. An Analytical Approach to Social Theory*, Cambridge, Cambridge U.P.

Ledeneva, A.V. (1998) *Russia's Economy of Favours. Blat, Networking and Informational Exchange*, Cambridge, Cambridge U.P.

Little, D. (1991) *Varieties of Social Explanation. An Introduction to the Philosophy of Social Science*, Boulder, Westview.

Little, D. (1998) *On the Philosophy of the Social Sciences. Micro-Foundations, Method, and Causation*, New Brunswick, Transaction.

Mann, D. The Limits of instrumental Rationality in Social Explanation, *Critical Review* 13 : 165-189.

Mann, M. (1986) *The Sources of Social Power I. A History of Power from the Beginning to AD 1760*, Cambridge, Cambridge U.P.

Mann, M. (1993) *The Sources of Social Power II. The Rise of Classes and Nation-States, 1760-1914*, Cambridge, Cambridge U.P.

Marx, A. W. (1998) *Making Race and Nation. A Comparison of the United States, South Africa, and Brazil*, Cambridge, Cambridge U.P.

Michels, R. (1949) *Political Parties*, Glencoe, Free Press.

Mueller, C. (1997) International Press Coverage of East German Protest Events, 1989, *American Sociological Review* 62 : 820-82.

Nahylo, B. & Swoboda V. (1990) *Soviet Disunion. A History of the Nationalities Problem in the USSR*, New York, Free Press.

Oliver, P. E. & Myers, D. J. (1999) How Events Enter the Public Sphere : Conflict, Location, and Sponsorship in Local Newspaper Coverage of Public Events, *American Journal of Sociology*, 105 : 38-87.

Olzak, S. (1989) Analysis of Events in the Study of Collective Action, *Annual Review of Sociology* 15 : 119-141.

Ringmar, E. (1996) *Identity, Interest and Action. A Cultural Explanation of Sweden's Intervention in the Thirty Years War*, Cambridge, Cambridge U.P.

Rucht, D. & Koopmans, R. (dir.), *Protest Events Analysis, Mobilization*, 4 (2).

Rucht, D., Koopmans, R. & Neidhardt F. (dir.) (1998) *Acts of Dissent. New Developments in the Study of Protest*, Berlin, Sigma Rainer Bohn.

Scott, J. C. (1998) *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale U.P.

Shapiro, G. & Markoff, J. (1998) *Revolutionary Demands. A Content Analysis of the Cahiers de Doléances of 1789*, Stanford, Stanford U.P.

Sider, G. & Smith G. (dir.) (1997) *Between History and Histories. The Making of Silences and Commemorations*, Toronto, University of Toronto Press.

Skocpol, T. (dir.) (1998) *Democracy, Revolution, and History*, Ithaca, Cornell U.P.

Small, M. & Singer, J. D. (1982), *Resort to Arms. International and Civil Wars, 1816-1980*, Beverly Hills, Sage.

Solnick, S. L. (1998) *Stealing the State : Control and Collapse in Soviet Institutions*, Cambridge, Harvard U.P., 1998.

Stinchcombe, A. L. (1991) The Conditions of Fruitfulness of Theorizing About Mechanisms in Social Science, *Philosophy of the Social Sciences*, 21 : 367-388.

Sugimoto, Y. (1981) *Popular Disturbance in Postwar Japan*, Hongkong, Asian Research Service.

Tambiah, S. J. (1996) *Leveling Crowds. Ethnonationalist Conflicts and Collective Violence in South Asia*, Berkeley, University of California Press.

Tarrow, S. (1998) *Power in Movement*, New York, Cambridge U.P.

Tilly, C. & Rule J. (1965) *Measuring Political Upheaveal*, Princeton, Center of International Studies.

White, R. W. (1993) On measuring Political Violence : Northern Ireland, 1969 to 1980, *American Sociological Review* 58 : 575-585.

Wong, R. Bin (1997) *China transformed. Historical Change and the Limits of European Experience*, Ithaca, Cornell U.P.

